

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 10/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/07/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

RAON CIRCULAR REGENERATION

Rue Emile Zola
88110 RAON L ETAPE

Références : S-23-152RP
Code AIOT : 0006202417

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/07/2022 dans l'établissement RAON CIRCULAR REGENERATION implanté Rue Emile Zola 88110 RAON L ETAPE. L'inspection a été annoncée le 17/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a pour objectif de faire le point sur le stock de balle de PE présent sur le site et son élimination/valorisation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RAON CIRCULAR REGENERATION
- Rue Emile Zola 88110 RAON L ETAPE
- Code AIOT : 0006202417
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

La papeterie a entièrement été reprise par une holding Française. La papeterie n'a plus aucun lien avec la holding hollandaise.

La papeterie a développé sa gamme de produits : enveloppe papier, papier cristal, papier en remplacement des blisters de magasins, papier pour emballage de produit non alimentaire... Il y a actuellement un carnet de commande sur 2 mois.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- la visite a pour objectif de faire le point sur la valorisation des balles de PE.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Stock de PE	AP de Mise en Demeure du 11/03/2020, article 1	/	Suspension	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Produits chimiques rétention	AP de Mise en Demeure du 11/03/2020, article 1	/	Sans objet
3	Bruit - plaintes riverains	Arrêté Préfectoral du 02/12/2010, article 6.1.1	/	Sans objet
4	Exercice PPR "barrage"	Autre du 21/07/2022	/	Sans objet
5	Gestion raisonnée de l'eau	Autre du 21/07/2022	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation de la papeterie évolue de jour en jour de manière positive. L'exploitant a développé ses produits afin de diversifier ses marchés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stock de PE

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/03/2020, article 1
Thème(s) : Autre, stock de PE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La mise en demeure portait sur : - l'évacuation des déchets de polyéthylène, dont le stock dépassait le volume maximal de 1 200 m ³ ;
Constats : Il a été constaté que le stock de polyéthylène (PE) est toujours présent sur le site. Celui-ci a même augmenté de 1 000 tonnes par rapport à 2021. Le stock est ainsi estimé à 2 400 m ³ . L'exploitant achète dans la majorité des cas des balles de papiers sans plastiques comme matière première afin de ne pas augmenter le stock de PE sur le site. Depuis septembre 2021, l'exploitant est en recherche d'une solution de valorisation du PE. Dernièrement (fin juin, début juillet 2022), quatre camions de PE ont été évacués vers une usine PAPREC en Normandie. Le retour de la société PAPREC sur la possibilité de valoriser ces plastiques dans leur usine était prévue fin août, début septembre. Cette filière est prometteuse d'après l'exploitant. A ce jour, la société PAPREC n'a toujours pas réalisé les essais. L'exploitant l'ayant appelé en semaine 39 afin d'avoir des dates de réalisation des essais. En cas de retour positif de la société PAPREC, l'évacuation du stock de PE sera réalisée au plus vite. L'exploitant a également prévu la réalisation d'une ligne d'agglomérés sur le site afin de traiter les PE directement au sein de l'usine. L'exploitant conditionne l'achat de la ligne à la valorisation d'une partie du PE par la société PAPREC. Le plastique obtenu à la suite du traitement peut être utilisé dans diverses industries. Des essais ont été réalisés dans une usine en Allemagne. Ceux-ci sont concluants. L'exploitant prévoit donc d'acheter une ligne d'agglomérés pour valoriser le PE directement sur son site. Le délai de livraison de cette ligne est estimé à 1 an. L'exploitant doit déjà valoriser une partie du PE présent sur le site pour financer cette ligne. Les lignes d'agglomérés sont moins coûteuses, demandent moins d'entretien et peuvent être installées plus rapidement qu'une ligne d'extrusion (ancienne ligne de valorisation du PE présente sur le site). Les lignes d'agglomérés peuvent également être modifiées dans le futur (ajout d'étape de traitement) pour créer une ligne d'extrusion (faire des billes de PE). Au vu des constat réalisés le jour de la visite : de la présence d'une grande quantité de balles de PE et le risque incendie associé, le service de l'inspection des installations classées propose à Madame la Préfète des Vosges : <ul style="list-style-type: none">• de suspendre l'acceptation sur site et l'utilisation de matières première contenant du polyéthylène, afin de ne pas augmenter le stock actuel ;• afin de gérer les risques inhérents au stock de PE existant, d'imposer à l'exploitant des mesures conservatoires. Les mesures proposées sont les prescriptions générales applicables aux installations soumises au régime de l'enregistrement sous la rubrique 2714, ces prescriptions étant cohérentes avec la nature de l'activité exercée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Suspension

N° 2 : Produits chimiques rétention

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/03/2020, article 1
Thème(s) : Produits chimiques, rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La mise en demeure portait sur : - la mise sous rétention des produits chimiques.
Constats : L'ensemble des produits chimiques a été mis sur rétention.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Bruit - plaintes riverains

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2010, article 6.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, bruit - plainte
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou souterraine, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.
Constats : Lors de la visite la papeterie était à l'arrêt suite à un problème technique. L'exploitant a pivoté les exutoires des extracteurs d'air. Suite à cette modification, les riverains ont informé la papeterie qu'ils constataient " que le bruit est nettement estompé et parfaitement tolérable ".
Observations : Par courriel du 22 juin 2021, Madame la sous-préfète de Saint Dié des Vosges a informé l'inspection des installations classées que des riverains de la papeterie se plaignaient du bruit émanant de l'usine.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Exercice PPR "barrage"

Référence réglementaire : Autre du 21/07/2022
Thème(s) : Risques accidentels, Exercice PPR " Barrage "
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un exercice lié à la rupture du Barrage de pierre percé a été réalisé courant juin 2022. Dans le cadre du plan de prévention, la 1ère vague arrive en 45 minute sur raon l'étape. La papeterie doit mettre les produits chimique hors d'atteinte du flot d'eau et mettre le personnel en lieu sur en moins de 45 minutes.
Constats : Personne n'a entendu les sirènes, la papeterie n'a pas été avertie de la rupture du barrage. Aucune procédure n'existe au sein de l'entreprise. L'exploitant estime mettre 30 minutes pour mettre hors d'eau les produits chimiques. Cela est peut être un peu long, sachant que la 1ere vague arrive en 45 minutes, qu'il faut tenir compte du temps d'avertissement et qu'il faut également mettre le personnel en sureté. Il convient à l'exploitant de revoir les mesures à mettre en place en cas de rupture du barrage, et d'en informer le personnel. De plus, l'exploitant souhaiterait être averti pas téléphone ou SMS d'alerte en cas d'incident sur le barrage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet